

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 4477

[2003/201623]

10 SEPTEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant le règlement organique des internats et homes d'accueil de l'enseignement organisé par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment l'article 5, § 3, 4^o complété par le décret du 8 février 1999;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives;

Vu l'arrêté royal du 8 avril 1959 organisant le régime des prestations des surveillants et maîtres d'études des établissements d'enseignement moyen et technique de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1999 définissant les sanctions disciplinaires et les modalités selon lesquelles elles sont prises dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 juin 2003 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juillet 2003;

Vu le protocole de négociation du 29 août 2003 du Comité du secteur IX;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial, et du Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er} — Du champ d'application et des définitions

Article 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent :

- 1^o aux internats annexés à des établissements de l'enseignement de plein exercice organisé par la Communauté française;
- 2^o aux internats autonomes de l'enseignement organisé par la Communauté française;
- 3^o aux homes d'accueil de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1^o internat : l'internat annexé à un établissement d'enseignement de plein exercice, l'internat autonome et le home d'accueil de l'enseignement organisé par la Communauté française;
- 2^o personnel : le personnel définitif, temporaire prioritaire, temporaire ainsi que le personnel contractuel affecté à l'internat;
- 3^o élève interne : l'élève ou l'étudiant(e) inscrit(e) à l'internat;
- 4^o parents : les parents ou les personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire;
- 5^o conseil des éducateurs : le conseil présidé par l'administrateur et composé des surveillants-éducateurs d'internat, des membres des personnels paramédical, social et psychologique affectés à l'internat;
- 6^o centre psycho-médico-social : le centre psycho-médico-social qui dessert l'établissement scolaire fréquenté par l'élève.

CHAPITRE II — Du personnel

Art. 3. § 1^{er}. Tous les membres du personnel s'appliquent, dans un esprit d'ouverture et de collaboration, à réaliser les finalités de l'enseignement de la Communauté française telles qu'elles sont énoncées à l'article 6 du décret du 24 juillet 1997 et dans les projets éducatif et pédagogique de l'enseignement organisé par la Communauté française.

§ 2. L'administrateur, en collaboration avec les membres du personnel affectés à l'internat, est responsable de sa bonne organisation et de son bon fonctionnement.

L'administrateur et les membres du personnel affectés à l'internat assurent toutes les prestations que réclame la bonne marche de l'internat dans le respect des dispositions du chapitre II de l'arrêté royal du 22 mars 1969 et de l'arrêté royal du 8 avril 1959.

§ 3. L'administrateur prend les mesures propres à atteindre les objectifs assignés par les lois et règlements. Il établit les propositions d'attributions et d'horaire des membres du personnel de l'internat en fonction de l'intérêt des élèves internes, dans le respect des droits des membres du personnel visés à l'article 2, 2^o et après avis du comité de concertation de base.

§ 4. L'administrateur, ou le chef d'établissement dans le cas d'un internat annexé, a la qualité d'ordonnateur des dépenses.

§ 5. L'administrateur, ou le chef d'établissement dans le cas d'un internat annexé, est tenu d'informer dans les plus brefs délais l'administration de la fermeture accidentelle de son établissement.

§ 6. Les surveillants-éducateurs d'internat tiennent à la disposition de l'administrateur, de l'inspection ainsi que du chef d'établissement dans le cas d'un internat annexé :

- 1° un agenda mentionnant l'intitulé des séquences d'encadrement et d'animation; celles-ci auront fait l'objet d'une préparation;
- 2° le registre du suivi scolaire des élèves internes;
- 3° le cahier de coordination et de rapport journalier.

Les membres du personnel social, paramédical et psychologique tiennent à la disposition de l'administrateur, de l'inspection ainsi que du chef d'établissement dans le cas d'un internat annexé :

- 1° un journalier;
- 2° le cahier de coordination et de rapports journaliers.

Les membres du personnel paramédical tiennent en outre un cahier de soins.

La tenue et l'approbation des documents visés au présent article sont effectuées dans le cadre de l'horaire des prestations des membres du personnel.

CHAPITRE III — *Des élèves internes*

Art. 4. Un élève ne peut être inscrit dans un internat que s'il est préalablement inscrit dans un établissement d'enseignement conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Art. 5. § 1^{er}. L'administrateur, sous la responsabilité du chef d'établissement si l'internat est annexé, reçoit l'inscription des élèves internes. Au moment de l'inscription, il donne connaissance aux parents ou à l'élève interne majeur du présent arrêté, des dispositions du règlement d'ordre intérieur qui les concernent et du projet d'établissement.

§ 2. Pour l'inscription de chaque élève interne, une fiche d'inscription et un document d'engagement de paiement de la pension sont remplis et signés par les parents ou l'élève interne majeur.

CHAPITRE IV — *Des sanctions disciplinaires*

Art. 6. § 1^{er}. Dans le respect des dispositions du règlement d'ordre intérieur visé au chapitre VIII du présent arrêté, les internes sont susceptibles de se voir appliquer une sanction disciplinaire notamment pour tout acte, comportement ou abstention répréhensible commis non seulement dans l'enceinte de l'internat mais aussi en dehors de l'internat si les faits reprochés ont une incidence directe sur la bonne marche de l'internat.

§ 2. Toute sanction disciplinaire est proportionnée à la gravité des faits et à leurs antécédents éventuels. Après avoir été entendu par l'administrateur, le chef d'établissement ou son délégué, dans le cas d'un internat annexé, l'élève qui refuse d'exécuter la sanction est passible d'une autre sanction.

Art. 7. Les sanctions disciplinaires qui peuvent être prononcées à l'égard des élèves internes sont les suivantes :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° la retenue à l'internat, en dehors des heures de présence normale de l'élève à l'internat ou l'exclusion provisoire d'une activité ou d'un type d'activités; dans l'un comme dans l'autre cas, l'élève reste sous la surveillance d'un membre du personnel;
- 3° l'exclusion provisoire de l'internat; sauf dérogation ministérielle dans des circonstances exceptionnelles, l'exclusion provisoire ne peut excéder, dans le courant d'une même année scolaire, 12 demi-journées.
- 4° l'exclusion définitive de l'internat.

Art. 8. Les sanctions prévues à l'article 7, 1°, 2° et 3°, sont prononcées par l'administrateur.

Les sanctions, ainsi que la motivation qui les fonde, sont communiquées par écrit à l'élève et à ses parents s'il est mineur; l'administrateur s'assure du fait que les parents en ont pris connaissance.

Des tâches supplémentaires peuvent accompagner ces sanctions. Elles consistent, chaque fois que possible, en la réparation des torts causés à la victime ou en un travail d'intérêt général qui place l'élève dans une situation de responsabilisation par rapport à l'acte, au comportement ou à l'abstention répréhensibles qui sont à l'origine de la sanction. Elles peuvent aussi prendre la forme d'un travail pédagogique.

Elles font l'objet d'une évaluation par un membre du personnel.

Art. 9. Un élève interne régulièrement inscrit ne peut être exclu définitivement que si les faits dont il s'est rendu coupable portent atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève, compromettent l'organisation ou la bonne marche de l'établissement ou lui font subir un préjudice matériel ou moral grave.

Sont notamment considérés comme motifs d'exclusion les faits repris à l'article 25 du décret du 30 juin 1998.

Lorsqu'il peut être apporté la preuve qu'une personne étrangère à l'internat a commis un des faits graves visés ci-dessus, à l'instigation ou avec la complicité d'un élève, ce dernier est considéré comme ayant commis un fait portant atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève ou compromettant gravement l'organisation ou la bonne marche de l'internat et pouvant justifier l'exclusion définitive.

Préalablement à toute exclusion définitive, l'élève mineur et ses parents ou l'élève majeur sont invités, par lettre recommandée avec accusé de réception, par l'administrateur, ou le chef d'établissement dans le cas d'un internat annexé, qui leur expose les faits et les entend. Cette audition a lieu au plus tôt le quatrième jour ouvrable qui suit la notification. Le procès-verbal de l'audition est signé par l'élève majeur ou par les parents. Le refus de signature du procès-verbal est constaté par un membre du personnel et n'empêche pas la poursuite de la procédure. Le cas échéant, un procès-verbal de carence est établi et la procédure se poursuit.

Si la gravité des faits le justifie, l'administrateur ou le chef d'établissement, dans le cas d'un internat annexé, peut écarter provisoirement l'élève de l'internat pendant la durée de la procédure d'exclusion définitive. L'écartement provisoire ne peut dépasser dix jours d'ouverture de l'internat.

L'exclusion définitive est prononcée par l'administrateur ou par le chef d'établissement dans le cas d'un internat annexé après qu'il a pris l'avis du conseil des éducateurs ainsi que du centre psycho-médico-social.

L'exclusion définitive, dûment motivée, est signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'élève majeur ou à ses parents s'il est mineur.

Elle est en outre notifiée par lettre recommandée au chef de l'établissement fréquenté par l'élève.

L'élève, s'il est majeur, ou ses parents s'il est mineur, dispose d'un droit de recours auprès du ministre qui statue. Le recours est introduit par lettre recommandée dans les dix jours ouvrables qui suivent la notification de l'exclusion définitive.

L'existence d'un droit de recours et ses modalités doivent figurer dans la lettre recommandée visée à l'alinéa 8.

L'introduction du recours n'est pas suspensive de la décision d'exclusion.

Le ministre statue sur le recours au plus tard le quinzième jour d'ouverture de l'internat qui suit la réception du recours. Lorsque le recours est reçu durant les vacances d'été, le ministre statue pour le 20 août. Dans tous les cas, la notification est donnée dans les trois jours ouvrables qui suivent la décision.

CHAPITRE V — *Rôle des centres psycho-médico-sociaux dans les internats*

Art. 10. Dans le cadre des missions prévues à l'article 3 de l'arrêté royal organique des centres psycho-médico-sociaux du 13 août 1962 et en concertation avec l'équipe éducative, le centre psycho-médico-social peut intervenir à la demande des parents, de l'élève ou de l'équipe éducative.

CHAPITRE VI — *Fréquentation de l'internat*

Art. 11. Perd sa qualité d'élève interne quiconque n'est plus inscrit dans un établissement d'enseignement.

Toute absence à l'internat est justifiée spontanément par les parents ou l'élève interne majeur.

Les paiements et les remboursements de la pension sont effectués selon les modalités légales et réglementaires en vigueur.

Les absences des élèves internes sont relevées quotidiennement, matin et soir.

Si nécessaire, en vertu de l'article 7, du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, fixant les mesures de prophylaxie et de dépistage des maladies transmissibles pour éviter leur propagation dans le milieu scolaire et étudiant, le service de promotion de la santé à l'école met en application les directives prévues par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 (MB 26.10.02).

CHAPITRE VII — *Tenue des registres*

Art. 12. Outre les pièces comptables exigées par la réglementation en la matière, les documents suivants sont tenus dans chaque internat :

- 1° une liste matricule d'inscription des élèves internes;
- 2° un registre de fréquentation des élèves internes;
- 3° le registre de suivi scolaire des élèves internes ainsi que le cahier de coordination et de rapports journaliers tels que prévus à l'article 3 § 6;
- 4° un répertoire des procès-verbaux du conseil des éducateurs;
- 5° un répertoire des communications et des notes de services;
- 6° un catalogue des bibliothèques, des médiathèques et des ludothèques de l'internat.

De plus, dans les internats autonomes et dans les homes d'accueil, les documents suivants sont tenus :

- 1° le registre journalier des absences du personnel;
- 2° un répertoire des procès-verbaux des réunions du comité de concertation de base;
- 3° un répertoire des procès-verbaux des réunions du conseil de participation s'il échet;
- 4° l'inventaire du matériel et du mobilier.

CHAPITRE VIII — *Règlement d'ordre intérieur*

Art. 13. § 1^{er}. Un règlement d'ordre intérieur est élaboré et appliqué dans chaque internat, après consultation du conseil des éducateurs de l'internat, après avis du comité de concertation de base et après avis du conseil de participation dans le cas d'un internat annexé à un établissement scolaire.

Le règlement d'ordre intérieur comprend notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires, les modalités selon lesquelles elles sont prises et les procédures de recours qui peuvent leur être opposées.

§ 2. Sauf improbation par le ministre ou son délégué, pour erreur de droit ou contrariété à l'intérêt général, le règlement d'ordre intérieur est de plein droit d'application au terme d'un délai de soixante jours à dater de leur transmission, et celle de l'avis visé au paragraphe précédent, à la Direction générale dont l'internat relève.

§ 3. Tout élève et ses parents s'il est mineur sont tenus de respecter les dispositions des règlements en vigueur dans l'internat dans lequel il s'inscrit.

Art. 14. Dans l'élaboration du règlement d'ordre intérieur, le chef d'établissement, le chef d'établissement et l'administrateur dans le cas d'un internat annexé à un établissement scolaire, veillent à insérer des dispositions qui visent à encourager et à coordonner les actions de soutien et de promotion de l'internat et de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Art. 15. Un exemplaire du règlement d'ordre intérieur est remis contre accusé de réception à tous les membres du personnel de l'internat, aux responsables de l'association de parents, à l'élève interne mineur et à ses parents ou à l'élève interne majeur.

CHAPITRE IX — *Dispositions modificatives et finales*

Art. 16. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 juin 1999 fixant le règlement d'ordre intérieur de base des établissements d'enseignement secondaire organisés par la Communauté française, les termes " et aux internats autonomes relevant de l'enseignement obligatoire " sont supprimés.

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2003.
Bruxelles, le 10 septembre 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 4477

[2003/201623]

10 SEPTEMBER 2003. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van het organiek reglement van de internaten en opvangtehuizen van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 5, § 3, 4^o, aangevuld bij het decreet van 8 februari 1999;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 april 1959 tot regeling van het stelsel der dienstprestaties van de surveillanten en studiemeesters bij de Rijksinrichtingen voor middelbaar en technisch onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1999 tot bepaling van de tuchtstraffen en de nadere regels voor hun treffen in de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 juni 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 juli 2003;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 29 augustus 2003 van het Comité van sector IX;

Op de voordracht van de Minister van Secundair onderwijs en Buitengewoon onderwijs en van de Minister van Hoger onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk onderzoek;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op :

1^o de internaten verbonden aan onderwijsinrichtingen met volledig leerplan georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

2^o de autonome internaten van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

3^o de opvangtehuizen van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o internaat : het internaat verbonden aan een onderwijsinrichting met volledig leerplan, het autonoom internaat en het opvangtehuis van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

2° personeel : het vast benoemd personeel, het prioritair tijdelijk personeel, het tijdelijk personeel alsook het contractueel personeel aangewezen voor het internaat;

3° interne leerling : de leerling of de student die in het internaat ingeschreven is;

4° ouders : de ouders of personen die de ouderlijke macht uitoefenen of die de bewaring van de leerplichtige minderjarige in rechte of in feite waarnemen;

5° raad van opvoeders : de raad voorgezeten door de bestuurder en samengesteld uit de surveillanten-opvoeders van internaten, de paramedische, sociale en psychologische personeelsleden die voor het internaat aangewezen zijn;

6° psycho-medisch-sociaal centrum : het psycho-medisch-sociaal centrum dat de schoolinrichting van de leerling bedient.

HOOFDSTUK II. — *Personeel*

Art. 3. § 1. Alle personeelsleden ijveren, in een geest van openheid en medewerking, voor de verwezenlijking van de doelstellingen van het onderwijs van de Franse Gemeenschap zoals die vermeld zijn in artikel 6 van het decreet van 24 juli 1997 en in de opvoedkundige en pedagogische projecten van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

§ 2. De bestuurder, samen met de personeelsleden die voor het internaat aangewezen zijn, is verantwoordelijk voor de goede organisatie et de goede werking ervan.

De bestuurder en de personeelsleden die voor het internaat aangewezen zijn, verrichten alle prestaties die noodzakelijk zijn voor de goede werking van het internaat, met inachtneming van de bepalingen van hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 en het koninklijk besluit van 8 april 1959.

§ 3. De bestuurder neemt de maatregelen die geschikt zijn voor de doelstellingen die door de wetten en verordeningen voorgeschreven zijn. Hij stelt de voorstellen tot aanwijzing van de personeelsleden van het internaat en hun dienstregeling vast, met het oog op de behartiging van de belangen van de interne leerlingen, met inachtneming van de rechten van de personeelsleden bedoeld in artikel 2, 2°, en na advies van het basisoverlegcomité.

§ 4. De bestuurder, of het inrichtingshoofd in geval van verbonden internaat, heeft de hoedanigheid van ordonnateur van de uitgaven.

§ 5. De bestuurder, of het inrichtingshoofd in geval van verbonden internaat, moet onverwijld de administratie op de hoogte stellen van de ongewenste sluiting van zijn inrichting.

§ 6. De surveillanten-opvoeders van internaten stellen de volgende documenten ter beschikking van de bestuurder, van de inspectie alsook van het inrichtingshoofd in geval van verbonden internaat :

1° een agenda met vermelding van het opschrift van de begeleidings- en animatiesessies; die zullen zijn voorbereid;

2° het register van het schoolbezoek van de interne leerlingen;

3° het blad van de coördinatie en de dagelijkse rapporten.

De sociale, paramedische en psychologische personeelsleden stellen de volgende documenten ter beschikking van de bestuurder, de inspectie alsook van het inrichtingshoofd in geval van verbonden internaat :

1° een dagelijks blad;

2° het blad van de coördinatie en de dagelijkse rapporten.

De paramedische personeelsleden houden daarenboven een verzorgingsblad.

Het bijhouden en goedkeuren van de documenten bedoeld in dit artikel vinden plaats in het kader van de prestaties van de personeelsleden.

HOOFDSTUK III. *Interne leerlingen*

Art. 4. Een leerling kan in een internaat pas worden ingeschreven als hij vooraf ingeschreven is in een onderwijsinrichting overeenkomstig de geldende wettelijke en verordeningbepalingen.

Art. 5. § 1. De bestuurder, onder de verantwoordelijkheid van het inrichtingshoofd indien het internaat verbonden is, neemt de inschrijving van de interne leerlingen op. Bij de inschrijving brengt hij de ouders of de meerderjarige interne leerling op de hoogte van dit besluit, van de bepalingen van het huishoudelijk reglement dat op hen van toepassing is en van het inrichtingsproject.

§ 2. Voor de inschrijving van iedere interne leerling, een inschrijvingsfiche en een document voor de verbintenis tot betaling van het pension moeten worden ingevuld en ondertekend door de ouders of de meerderjarige interne leerling.

HOOFDSTUK IV. — *Tuchtsancties*

Art. 6. § 1. Met inachtneming van de bepalingen van het huishoudelijk reglement bedoeld in hoofdstuk VIII van dit besluit kan op de internen een tuchtsanctie worden toegepast, inzonderheid voor elke handeling, elk gedrag of elke nalatigheid die/dat niet alleen binnen het internaat wordt verricht maar ook buiten het internaat indien de verweten feiten rechtstreekse gevolgen hebben op de goede werking van het internaat.

§ 2. Elke tuchtsanctie wordt vastgesteld in verhouding tot de ernst van de feiten en hun eventuele antecedenten. Nadat hij door de bestuurder, het inrichtingshoofd of diens afgevaardigde, in geval van verbonden internaat, werd gehoord, kan een andere sanctie worden toegepast op de leerling die weigert zich naar de sanctie te schikken.

Art. 7. De tuchtsancties die kunnen worden uitgesproken ten aanzien van de interne leerlingen zijn de volgende :

1° de terechtwijzing;

2° het nablijven in het internaat, buiten de uren normale aanwezigheid van de leerling in het internaat, of de voorlopige uitsluiting uit een werkzaamheid of een type werkzaamheid; zowel in het ene als in het andere geval blijft de leerling onder het toezicht van een personeelslid;

3° de voorlopige uitsluiting uit het internaat; behalve ministeriële afwijking in uitzonderlijke omstandigheden, kan de voorlopige uitsluiting, in de loop van eenzelfde schooljaar, niet hoger zijn dan 12 halve dagen.

4° de definitieve uitsluiting uit het internaat.

Art. 8. De in artikel 7, 1°, 2° en 3° bepaalde sancties worden door de bestuurder uitgesproken.

De sancties, alsook hun motivering, worden aan de leerling en zijn ouders, indien hij minderjarig is, schriftelijk meegedeeld; de bestuurder vergewist zich van het feit dat de ouders daarvan op de hoogte werden gebracht.

Bijkomende taken kunnen samen met die sancties worden opgelegd. Ze bestaan, telkens als dit mogelijk is, in het herstellen van het nadeel toegebracht aan het slachtoffer of in een werkzaamheid van algemeen nut die de leerling in een situatie plaatst van responsabilisering ten opzichte van de handeling, het gedrag of de nalatigheid die afkeuring verdienen en die tot de sanctie aanleiding hebben gegeven. Ze kunnen ook de vorm van een pedagogische werkzaamheid aannemen.

Ze worden door een personeelslid geëvalueerd.

Art. 9. Een regelmatig ingeschreven interne leerling kan alleen definitief worden uitgesloten als de feiten waaraan hij zich schuldig heeft gemaakt de lichamelijke, psychische of morele integriteit van een personeelslid of van een leerling aantasten of de organisatie of de goede werking van de inrichting in het gedrang brengen of haar een zwaar materieel of moreel nadeel berokkenen.

Als redenen tot uitsluiting worden inzonderheid beschouwd, de feiten vermeld in artikel 25 van het decreet van 30 juni 1998.

Wanneer het bewijs kan worden geleverd dat een persoon die niet tot het internaat behoort, een van de bovenvermelde ernstige feiten op aansporing of met de medeplichtigheid van een leerling heeft gepleegd, dan wordt deze beschouwd als iemand die een feit heeft gepleegd dat de lichamelijke, psychische of morele integriteit van een personeelslid of een leerling aantast of dat de organisatie of de goede werking van het internaat in het gedrang brengt, en dat de definitieve uitsluiting kan rechtvaardigen.

Voor elke definitieve uitsluiting worden de minderjarige leerling en zijn ouders of de meerderjarige leerling, bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs uitgenodigd door de bestuurder, of het inrichtingshoofd in geval van verbonden internaat, die hun de feiten uiteenzet en hen hoort. Dat verhoor vindt plaats op z'n vroegst op de vierde werkdag die volgt op de kennisgeving. Het proces-verbaal van het verhoor wordt door de meerderjarige leerling of door de ouders ondertekend. De weigering van ondertekening van het proces-verbaal wordt door een personeelslid vastgesteld en belet niet dat de procedure wordt voortgezet. In voorkomend geval wordt een proces-verbaal van nalatigheid opgemaakt en wordt de procedure voortgezet.

Indien dit door de ernst van de feiten wordt verantwoord, mag de bestuurder of het inrichtingshoofd in geval van verbonden internaat, de leerling voorlopig uit het internaat verwijderen gedurende de procedure van definitieve uitsluiting. De voorlopige verwijdering kan niet langer zijn dan tien openingsdagen van het internaat.

De definitieve uitsluiting wordt uitgesproken door de bestuurder of door het inrichtingshoofd in geval van verbonden internaat, na het advies van de raad van opvoeders alsook van het psycho-medisch-sociaal centrum te hebben ingewonnen.

Van de behoorlijk met redenen omklede definitieve uitsluiting wordt bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs kennis gegeven aan de meerderjarige leerling of aan zijn ouders als hij minderjarig is.

Ze wordt bovendien bij aangetekend schrijven meegedeeld aan het hoofd van de inrichting die door de leerling wordt bezocht.

De leerling, als hij meerderjarig is, of zijn ouders, als hij minderjarig is, beschikt over een recht van beroep bij de minister die moet beslissen. Het beroep wordt bij aangetekend schrijven ingediend binnen de tien werkdagen die volgen op de mededeling van de definitieve uitsluiting.

Het bestaan van een recht van beroep en de nadere regels daarvan moeten in het in lid 8 bedoelde schrijven worden vermeld.

De indiening van het beroep schorst de beslissing tot uitsluiting niet.

De Minister beslist over het beroep uiterlijk op de vijftiende openingsdag van het internaat die volgt op de ontvangst van het beroep. Wanneer het beroep gedurende de zomervakantie wordt ontvangen, beslist de minister voor 20 augustus. In ieder geval wordt kennis gegeven binnen de drie werkdagen die op de beslissing volgen.

HOOFDSTUK V. — *Rol van de psycho-medisch-sociale centra in de internaten*

Art. 10. In het kader van de opdrachten bepaald in artikel 3 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van psycho-medisch-sociale centra en in overleg met de opvoedersploeg, kan het psycho-medisch-sociaal centrum optreden op aanvraag van de ouders, de leerling of de opvoedersploeg.

HOOFDSTUK VI. *Internaatsbezoek*

Art. 11. Hij die niet meer in een onderwijsinrichting ingeschreven is, verliest zijn hoedanigheid van interne leerling.

Elke afwezigheid in het internaat moet spontaan worden gerechtvaardigd door de ouders of de meerderjarige interne leerling.

De betaling en de terugbetaling van het pension worden uitgevoerd volgens de geldende nadere wettelijke en verordeningsregels.

De afwezigheden van de interne leerlingen worden dagelijks, s'morgens en s'avonds, opgetekend.

Als dit noodzakelijk is, kan de dienst voor gezondheidspromotie op school, krachtens artikel 7 van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, dat de maatregelen inzake profylaxe en opsporing van de overdraagbare ziekten bepaalt om te beletten dat die ziekten in de school- en studentenomgeving worden verspreid, de richtlijnen toepassen die bepaald zijn in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 (BS 26.10.02).

HOOFDSTUK VII. — *Houden van de registers*

Art. 12. Naast de boekhoudkundige stukken die door de reglementering ter zake worden vereist, worden de volgende stukken in elk internaat gehouden :

1° een lijst met de stamnummers van de interne leerlingen;

2° een register over het bezoek van de interne leerlingen;

3° het register over het schoolbezoek van de interne leerlingen alsook het blad voor de coördinatie en de dagelijkse rapporten zoals bedoeld in artikel 3 § 6;

4° een repertorium van de processen-verbaal van de raad van opvoeders;

5° een repertorium van de mededelingen en de dienstnota's;

6° een catalogus van de bibliotheken, mediatheken en ludotheken van het internaat.

In de autonome internaten en in de opvangtehuizen worden overigens de volgende documenten bijgehouden :

1° het dagelijkse register van de afwezigheden van het personeel;

2° een repertorium van de processen-verbaal van de vergaderingen van het basisoverlegcomité;

3° een repertorium van de processen-verbaal van de vergaderingen van de participatieraad, in voorkomend geval;

4° de inventaris van het materieel en de roerende goederen.

HOOFDSTUK VIII. — *Huishoudelijk reglement*

Art. 13. § 1. In elk internaat wordt een huishoudelijk reglement opgesteld, na raadpleging van de raad van opvoeders van het internaat, na advies van het basisoverlegcomité en na advies van de participatieraad in geval van internaat verbonden aan een schoolinrichting.

Het huishoudelijk reglement omvat inzonderheid de gegevens in verband met de tuchtsancties, de nadere regels volgens welke ze worden genomen en de beroepsprocedures die tegen deze kunnen worden toegepast.

§ 2. Behalve als de minister of diens gemachtigde het huishoudelijk reglement, wegens rechtsfout of tegenstrijdigheid met het algemeen belang, afkeurt, is het van rechtswege van toepassing op het einde van een termijn van zestig dagen vanaf zijn verzending, en de verzending van het in de vorige paragraaf bedoelde advies, aan de algemene directie waaronder het internaat ressorteert.

§ 3. Iedere leerling en zijn ouders, als hij minderjarig is, zijn ertoe gehouden de bepalingen na te leven van de reglementen die van toepassing zijn in het internaat waarin hij ingeschreven is.

Art. 14. Bij het opstellen van het huishoudelijk reglement, zorgen het inrichtingshoofd, het inrichtingshoofd en de bestuurder in geval van internaat verbonden aan een schoolinrichting, voor het opnemen van bepalingen die strekken tot het aanmoedigen en coördineren van de acties inzake ondersteuning en bevordering van het internaat en het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 15. Een exemplaar van het huishoudelijk reglement wordt tegen ontvangstbewijs overhandigd aan alle personeelsleden van het internaat, aan de verantwoordelijken van de oudervereniging, aan de minderjarige interne leerling en zijn ouders of aan de meerderjarige interne leerling.

Hoofdstuk IX. *Wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 16. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 juni 1999 tot vaststelling van het basis-huishoudelijk reglement voor de inrichtingen voor het secundair onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, wordende de woorden "en op de autonome internaten die onder het door de Franse Gemeenschap georganiseerd verplicht onderwijs ressorteren" geschrapt.

Art. 17. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2003.

Brussel, 10 september 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie
en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS